

l'orientation adoptée lors de notre 38<sup>e</sup> congrès.

Au-delà de relations diplomatiques, au-delà de relations de solidarité, et pour les renforcer, il y a besoin d'avancer dans le sens de batailles communes et de voir que l'économie est fondamentale dans les batailles communes internationales possibles et nécessaires.

Nous récusons l'enfermement dans le couple « État/marché », car elle fait le silence sur deux acteurs majeurs : les entreprises et les banques. Or ce que font les entreprises et les banques est peut-être la question décisive, et donc l'action sur les entreprises et les banques. Une question proprement politique. Par exemple, il nous faut conquérir des pouvoirs, créer des institutions nouvelles pour donner aux peuples les moyens d'agir démocratiquement sur les

entreprises et les banques, et bien sûr sur les territoires.

Cette rencontre est une rencontre qui vise à « comprendre pour intervenir », intervenir où et sur quoi, avec qui, comment et dans quel but, et à commencer à s'organiser pour cela.

### Un monde nouveau

Il faut voir, enfin, à quel point ce monde est nouveau : révolution informationnelle, révolution monétaire (de libération du lien à l'or), révolution démographique, révolution écologique, et même révolution militaire (avec la bombe nucléaire).

Révolution des forces productives donc, mais sans qu'une révolution des rapports sociaux de production, de consommation, de répartition et de circulation, n'ait eu

lieu. C'est dire le besoin de révolution sociale ! Et ces questions se jouent pour une grande part dans l'économie et dans leur dimension mondiale. C'est dire le besoin de mettre en mouvement une autre mentalité, une autre conception « morale » de la vie, une autre « anthroponomie », pour mettre en mouvement les changements économiques indispensables dans une ambition de civilisation nouvelle, de partage et de paix pour l'humanité tout entière, de développement des biens communs.

Nous avons besoin de comprendre ce qui se joue, comment les données objectives ont changé, avec une analyse marxiste de notre temps, en les insérant dans le débat, mais aussi de formuler des propositions affrontant cette nouveauté, à l'appui des luttes sociales et politiques. ■■■

## La mondialisation : état des lieux économique

**L**a mondialisation économique, c'est d'abord les **exportations et importations de biens**

qui se sont démultipliées dans le monde, à une vitesse bien plus grande que la croissance des richesses produites (le PIB) : les exportations mondiales de marchandises ont quintuplé de 1990 à 2018 (x5,3) contre une multiplication par 3,8 pour le PIB (y compris inflation, dans les deux cas, source OMC).

Ce sont aussi les **exportations et importations de services** qui se sont accrues encore plus vite : multipliées par 7,8 durant la même période (hors tourisme, source OMC).

Mais ce sont encore les **mouvements de capitaux** qui ont décuplé et l'ouverture plus ou moins forte de tous les pays à ces flux de capitaux. Ces mouvements de

capitaux ont à la fois une dimension spéculative et une dimension de prise de contrôle d'entreprise entre les pays (les fameux IDE, mais aussi les Investissements de portefeuille). Ainsi les stocks de capital détenus dans les entreprises pour une participation de plus de 10 % (IDE) ont été multipliés par 12 depuis 1990 et les flux d'investissements de portefeuille représentaient 3 000 milliards d'euros en 2017. Ensemble, le stock des investissements étrangers dans les pays, directs et de portefeuille, représente plus de 100 % du PIB mondial.

Cela a une conséquence sur un autre flux : les dividendes et **revenus du capital étranger**. Ils ont pris une part considérable, non seulement dans les flux internationaux mais aussi dans le revenu national de nombreux pays, soit en prélèvement sur celui-ci, soit

“

**La mondialisation économique, c'est d'abord les exportations et importations de biens qui se sont démultipliées dans le monde, à une vitesse bien plus grande que la croissance des richesses produites (le PIB).**

”

1. Banque des règlements internationaux, bulletin statistique, Table A1.1.

2. *Ibidem*, Table A6.

3. La CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce Et le développement) est une émanation des Nations unies. Les chiffres donnés ici proviennent de la vue d'ensemble du Rapport sur l'investissement dans le monde (WIR) de 2017, p. 13.

en apport à celui-ci. Ils ont globalement décuplé eux aussi.

La mondialisation économique, ce sont aussi les **monnaies**, à la fois la variabilité des taux de change, mais aussi le poids du **dollar**, première monnaie mondiale de facturation, mais aussi, surtout, première monnaie de réserve internationale (50 % des détentions transfrontières de devises, d'après la BRI<sup>1</sup>) et peut-être, surtout, de crédit (50 % des crédits bancaires internationaux<sup>2</sup>).

C'est aussi les flux de **travailleurs** et de **population** entre les pays.

C'est bien sûr, les flux de **technologie**, sous forme d'information et de connaissances entre les pays. Des technologies utilisées dans le monde entier. Les paiements de redevances et droits, licences auxquels leur utilisation donne lieu en fournissent une trace très imparfaite. Ils ont pourtant été multipliés par 11,3 de 1990 à 2016.

C'est aussi la **production internationale**, avec l'essor sans précédent de chaînes d'activité et de valeur mondiales, en lien avec le développement des multinationales, se développe une véritable co-production mondiale.

Ainsi, les firmes multinationales (FMN) emploient aujourd'hui

plus de 80 millions de salariés directement dans leurs filiales à l'étranger (selon la CNUCED<sup>3</sup>), sans compter leurs salariés dans les maisons-mères ni les sous-traitants! Et la valeur ajoutée de leurs seules filiales étrangères représente plus de 10 % du PIB mondial!

Ce sont enfin des **institutions internationales** (zonales et/ou mondiales). Avec la scission complète et scandaleuse entre d'une part l'ONU et ses institutions et d'autre part toutes les institutions économiques et financières, à commencer par le FMI, mais aussi la banque mondiale, l'OMC... Rappelons qu'au FMI le dollar joue un rôle prééminent, et les États-Unis y disposent d'un droit de veto de fait.

Ces institutions internationales ont joué un rôle décisif pour l'ouverture internationale, et pour décupler tous ces flux économiques en instaurant tout un ensemble de règles.

Je veux insister sur le développement des multinationales, qui à mon avis est le phénomène peut-être le plus important de cette mondialisation capitaliste. Elles sont d'ailleurs au confluent de tous les mouvements que nous avons évoqués.

Depuis 1990, leurs effectifs à l'étranger ont quadruplé (x 3,8).

Et la valeur ajoutée de leurs seules filiales étrangères a été multipliée par 7,8 (en dollars courants), soit deux fois plus vite que le PIB. Quant à leur capital total (les « actifs » des sociétés étrangères) il a été multiplié par 24,6, y compris bien sûr l'inflation financière.

En France par exemple, la moitié des salariés de l'ensemble des entreprises est directement employé par une FMN. Et les FMN françaises ont, en moyenne, la moitié de leur effectif mondial dans des filiales situées à l'étranger.

Elles sont travaillées, on l'a dit, par les transformations technologiques et par la globalisation financière, ainsi que par la crise d'efficacité.

Pour les analyser, il nous faut faire un passage par la théorie.

Nous avons besoin de théorie parce que nous avons à faire à un monde nouveau – toujours capitaliste certes donc les analyses de Marx restent valides – mais nouveau dans le même temps. Donc il nous faut développer au-delà, comme y insistait Paul Boccara, et comme il s'y est employé toute sa vie, se tuant littéralement à la tâche. Pour comprendre ce qui se cherche, ce qui se travaille, ce que recherchent les luttes, ce que l'on peut viser. ■■■

